

Gérard CAUDRON

Maire



Vice-Président de la Métropole Européenne de Lille

Nous, Maire de VILLENEUVE D'ASCQ,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

Vu le Code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-21-1, R. 413-1 et R. 417-11

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription

Considérant que les travaux de réfection de voirie, par l'entreprise EJM, pour le compte de la MEL rendent nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée du stationnement et de la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers, du 06/02/2023 au 06/03/2023 RUE DE TICLENI, AVENUE DE LA CHATELLENIE, CHAUSSEE DE L' HOTEL DE VILLE, RUE DU PAVE BLEU, RUE DE LA CLE, RUE HUIT MAI 1945 et RUE DE LA LIBERTE

N°23-AT-31915

ARRÊTONS

ARTICLE 1

À compter du 06/02/2023 et jusqu'au 06/03/2023, les prescriptions suivantes s'appliquent :

- RUE DE TICLENI (à l'angle de la rue de la Table Ronde) pour remplacement des bordures de l'îlot.
- AVENUE DE LA CHATELLENIE (niveau du rond point à l'angle l'avenue du Pont de Bois) pour remplacement de 10m de bordures sur l'îlot.
- CHAUSSEE DE L HOTEL DE VILLE (place Salvador Allende) pour réparation de muret et reprise de pavage.
- 80 RUE DU PAVE BLEU, pour reprise des bordures de l'îlot.
- 15 RUE DE LA CLE , pour la reprise du caniveau en milieu de chaussée.
- 193 RUE DE LA LIBERTE ,
- RUE DU HUIT MAI 1945 (au niveau du Pont rue des Enfants de Sarajevo), reprise des bordures descellées sur la voie passant sous le pont
- Le dépassement des véhicules, autres que les deux-roues, est interdit ;
- Le stationnement des véhicules est interdit. Par dérogation, cette disposition ne s'applique pas aux véhicules de l'entreprise exécutant les travaux, véhicules de police et véhicules de secours. Le non-respect des dispositions prévues aux alinéas précédents est considéré comme très gênant au sens de l'article R. 417-11 du code de la route et passible de mise en fourrière immédiate ;
- La vitesse maximale autorisée des véhicules est fixée à 30 km/h ;
- Un rétrécissement de chaussée, compte tenu de la réalisation des travaux en bordure de voie, entraîne une modification des conditions de circulation et de stationnement, les emplacements de stationnement situés au droit de l'empiètement sont neutralisés.

- La circulation des véhicules de toute nature se fera sur la voie restante au droit et à l'avancement des travaux et sera réglementée par pilotage manuel.
- En cas de nécessité la circulation se fera sur une seule voie de façon alternée et sera réglementée soit par séparateurs de voie B15+C18 soit par feux tricolores de chantier.

ARTICLE 2

Il sera demandé à l'entreprise de rétablir la circulation au plus tard à 19h00.

ARTICLE 3

Durant cette période, la circulation des piétons, des personnes à mobilité réduite et des cyclistes sera maintenue en permanence par un itinéraire de déviation sécurisé sur une largeur de 1,40m minimum. Une signalisation conforme à la réglementation en vigueur au niveau des passages piétons les plus proches, invitant les usagers de la voie publique à prendre le trottoir d'en face sera mis en place par EJM.

ARTICLE 4

Durant cette période, l'accès aux habitations sera maintenu en permanence par EJM et la collecte des ordures ménagères devra être facilitée avant le passage de la société de ramassage: Les bacs de collecte doivent être sortis sur la voie publique dans un espace accessible aux véhicules de ramassage et occuper une place soit sur le trottoir soit sur la chaussée de telle façon que la libre circulation des piétons et des personnes à mobilité réduite sont prioritaires et qu'aucun bac ne doit leur faire obstacle ni les obliger à descendre sur la chaussée.

ARTICLE 5

La pose, l'entretien et l'éclairage de la signalisation temporaire de chantier se feront à la diligence et sous la responsabilité de EJM demeurant 6 bis ruc Courtois - BP 261 59019 LILLE Cedex représentée par Monsieur Marc Antoine DUHEM pour une meilleure information des riverains, l'arrêté sera affiché sur les lieux d'intervention 48H avant le démarrage des travaux et EJM joindre la Police Municipale au 03.20.34.34.34 qui pourra procéder au constat.

ARTICLE 6

En cas de défaillance de l'entreprise au niveau de la propreté, la ville pourra se substituer à elle et faire exécuter le nettoyage au frais de EJM.

ARTICLE 7

En cas d'emprise au sol, les demandeurs devront fournir à la ville copie de l'autorisation de permission de voirie délivrée par le propriétaire de la voie.

ARTICLE 8

Les renseignements auprès des concessionnaires du sous-sol seront à obtenir par le demandeur et il lui appartiendra de faire les déclarations (DICT) et de se conformer au règlement de voirie en vigueur.

ARTICLE 9

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par le demandeur, EJM.

ARTICLE 10

Dès la fin de l'occupation, le bénéficiaire est tenu d'enlever tous les panneaux de déviation et de signalisation routière, de rétablir dans l'état initial la voie et ses dépendances et de réparer tout dommage qui aura pu y être causé.

ARTICLE 11

Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commandant de Police de Villeneuve d'Ascq et Monsieur le Chef de la Police Municipale de Villeneuve d'Ascq sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché selon la réglementation en vigueur et dont une ampliation sera adressée à : DREAL, ESTERRA, Police Municipale, CRICR, SDIS, Direction Départementale de la Sécurité Publique, ILEVIA, Monsieur le Président de la Métropole Européenne de Lille et Monsieur Marc Antoine DUHEM (EJM).



Fait à VILLENEUVE D'ASCQ,
le 06/02/2023
Le Maire,

Gérard CAUDRON

Affiché le : **06 FEV. 2023**

DIFFUSION:

- EJM
- DREAL
- ESTERRA
- CRICR
- SDIS
- Direction Départementale de la Sécurité Publique
- Police Municipale
- ILEVIA
- POLICE NATIONALE
- Mairies de Quartiers
- Mairie Hôtel de Ville

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.
Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.